

# FACILITÉ DE FINANCEMENT RAPIDE : PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE DES GROUPEMENTS DE MARAÎCHERS DE LA FORÊT CLASSÉE DE MBAO DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE PANDÉMIE COVID-19.

## DÉTAILS DE LA PROPOSITION

**PAYS :** SÉNÉGAL

**DEMANDEUR :** PNUD

**TITRE DU PROJET :** Projet de renforcement de la résilience socio-économique des groupements de maraîchers de la forêt classée de Mbao dans un contexte de changement climatique et de pandémie covid-19

**Montant demandé :** 600 000 dollars

**Marqueur de genre Gen :** 3

**Date de soumission:** 20 octobre 2020 (STARS Réf non: )201030-000937

**Date de début de la mise en œuvre :** 15 Décembre 2020

**Date complète de mise en œuvre :** 15 juin 2022

### 1. Contexte

**Le « poumon vert » de Dakar :** La forêt de la réserve de Mbao, située dans le département de Pikine, est le « poumon vert » de Dakar. Il s'agit de la seule zone verte de la région. Elle abrite un écosystème riche et diversifié, menacé par la croissance démographique, l'urbanisation rapide, la gestion inadéquate des déchets solides et liquides, ainsi que les tentatives successives de déclassement de certaines parties de la forêt à des fins résidentielles entre autres. Ainsi, la taille de la réserve a été réduite de 815 ha à 722 ha depuis sa création en 1940. Le rythme et l'ampleur du processus de dégradation de la forêt sont exacerbés par les changements climatiques.

La forêt classée de Mbao est un cas représentatif de la fragilité et de la dégradation de la majorité des écosystèmes forestiers sénégalais et de leurs impacts socio-économiques, en particulier, sur les populations voisines vulnérables.

**Génération de revenus et prévention des inondations à travers la forêt :** La réserve joue un rôle important dans la génération de revenus et la prévention des inondations pour ses communautés voisines de Pikine, qui ont traditionnellement travaillé dans la forêt grâce à des autorisations d'utilisation des terres.

**Femmes vulnérables de Mbao protègent la forêt :** Un « plan de gestion forestière » (Plan d'aménagement) a été mis en place en 2008, reconnaissant le droit d'exploitation des hommes et des femmes qui travaillent dans la forêt. Les parties prenantes locales et le gouvernement ont travaillé

ensemble pour soutenir la préservation de la forêt, sa biodiversité et les moyens de subsistance des communautés voisines.

Depuis 2018, le PNUD, en partenariat avec le Ministère de l'environnement, soutient l'un des groupes locaux de femmes travaillant dans la forêt par la diffusion de techniques de conservation et d'amélioration de la production de leurs jardins. Les groupes de femmes ont participé activement à la transformation des décharges en parcelles agro écologiques de maraîchage, au reboisement et à sensibiliser les communautés à la nécessité de protéger la forêt. Conformément à la stratégie nationale de protection sociale du Sénégal, qui vise à promouvoir une économie plus verte, le travail de ces groupes favorise la conservation de la forêt de Mbao et son développement durable.

Néanmoins, ces femmes sont encore vulnérables avec un revenu annuel moyen estimé à USD 214. Le faible revenu est en grande partie attribuable à l'accès limité aux intrants et aux marchés, aux bas prix de vente et aux fréquentes crues soudaines. Les données de la Protection civile indiquent que les fortes pluies qui sont tombées dans la région de Dakar entre le 4 et le 5 septembre 2020 ont fait 5 318 victimes et détruit des infrastructures à Pikine, Rufisque, Keur Massar, Thiaroye.

**Impact du COVID-19 sur les femmes de Mbao :** La COVID-19 a profondément impacté leurs moyens de subsistance car la plupart de leurs points de vente ont été fermés. Contrairement aux hommes, les femmes qui travaillent dans la forêt ont tendance à être plus âgées – 55 ans en moyenne – et à travailler en groupe. Leurs pratiques de travail amènent des contacts rapprochés et le fait de travailler en groupe augmente encore le risque de contracter la COVID-19. Ces conditions de travail ont donc amené à cesser les activités pendant le confinement. En conséquence, beaucoup d'entre elles ne sont plus en mesure d'acheter des semences ou d'embaucher des travailleurs saisonniers pour aider à cultiver leurs parcelles.

Bien que la réponse d'urgence ait proposé des mesures pour réduire les effets de la crise, cela n'a pas suffi à renforcer la résilience de certains groupes, y compris les maraîchers de la forêt de Mbao. La résilience sociale est l'un des quatre axes du Plan de résilience économique et sociale du Sénégal pour la COVID-19.<sup>1</sup>

**Dépenses élevées liées à la santé:** Les ménages à faible revenu en Afrique consacrent environ 36 % de leurs revenus aux dépenses liées à la santé et ont vu leurs coûts augmenter en raison de la COVID-19. A Pikine, les dépenses de santé des ménages sont très élevées, ce qui pourrait s'expliquer par le manque de sensibilisation à l'assurance maladie subventionnée (couverture maladie universelle) et/ou par une couverture limitée dans ces régimes, nécessitant des dépenses supplémentaires. Selon les résultats des groupes de discussion ayant eu lieu avec certaines des femmes des groupes maraîchers, les coûts liés à la santé avec l'assurance maladie peuvent aller jusqu'à 100 USD par an – soit près de la moitié de leur revenu. Ces coûts seront particulièrement élevés en l'absence d'abonnements aux mutuelles (régime d'assurance maladie) pour les habitants, et du fait qu'ils ne font pas partie du programme phare du Sénégal d'aide sociale et d'allocations familiales (PNBSF-Programme National de Bourses de Sécurité Familiale), qui accorde aux ménages vulnérables un soutien financier pour renforcer leurs moyens de subsistance. En effet, le processus de ciblage ne tient pas compte de toutes les personnes vulnérables. Ainsi, la mise à jour du Registre national unique et l'implication des acteurs de la protection sociale dans la plate-forme qui sera mise en place dans le cadre du projet permettront l'intégration des femmes dans différents filets sociaux. Cela est d'autant plus important que le renforcement du système de santé est l'un des quatre piliers du Plan de résilience économique et sociale du Sénégal pour la COVID-19, mais aussi

---

<sup>1</sup> [https://www.ipar.sn/IMG/pdf/plan\\_re\\_silience\\_-\\_ministere\\_de\\_l\\_economie.pdf](https://www.ipar.sn/IMG/pdf/plan_re_silience_-_ministere_de_l_economie.pdf)

parce que la stratégie de protection sociale du Sénégal se concentre sur la couverture sanitaire universelle, avec un objectif de 80% de la population d'ici 2025.<sup>23</sup>

**Les femmes en tant que travailleuses informelles et sous-employées.** Les Sénégalaises sont surreprésentées parmi les travailleurs et travailleuses informels et les sous-employés – les taux sont respectivement de 75% et 42% pour les femmes alors qu'ils sont de 68% et 20% pour les hommes. Les sénégalaises sont donc largement privées de protection de l'emploi et de sécurité sociale, y compris de l'assurance maladie. Les femmes qui travaillent dans des groupes maraîchers ne font pas exception. Vivant dans une zone périurbaine et travaillant dans l'agriculture, la plupart d'entre elles appartiennent au « milieu manquant » du Sénégal, c'est-à-dire pas assez pauvres pour bénéficier de programmes d'aide sociale ciblés étroits (tels que le PNBSF) ni avoir accès à d'autres formes d'assurance, que ce soit par le biais d'une assurance-emploi formelle ou d'une assurance privée.<sup>456</sup>

**Jeunes chômeurs et enfants non-scolarisés :** La forêt est un refuge pour les « jeunes clandestins » qui cultivent illégalement des parcelles, un phénomène qui s'est accru avec la crise. La pandémie a encore exacerbé les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes, comme le manque de possibilités de travail, le manque de formation et le manque d'accès à la construction d'actifs. En outre, les taux d'abandon scolaire sont élevés, avec seulement 60 % des enfants terminant l'école primaire. Bien que la scolarité soit obligatoire pour les moins de 16 ans, et que le fait d'être inscrit permet une couverture d'assurance maladie moins chère (seulement 1 000 FCFA payés par l'élève). Les enfants de familles dont les moyens de subsistance ont été perturbés par la pandémie pourraient ne pas retourner à l'école. Seulement 3,4 % des écoles primaires de la région de Dakar ont des cantines, or les cantines constituent une incitation supplémentaire pour les enfants à aller à l'école. Les enfants sont souvent appelés à aider avec les revenus de leurs parents en 2014, 25,5 % des enfants travaillaient.<sup>789</sup>

**Des groupes qui passent entre les mailles du filet de la réponse COVID-19 :** le Sénégal a organisé des transferts en nature et des subventions aux services publics pour les plus vulnérables grâce à un soutien à la reprise économique aux entreprises. Toutefois, cela n'inclut pas de mesures d'atténuation directes pour les travailleurs informels ni de soutien pour les rendre plus résilients.

## 2. Aperçu du projet et des résultats attendus

**Objectif général :** L'objectif global de ce projet est de ; i) développer et de démontrer un modèle de réduction de la pauvreté et de vulnérabilité, et de renforcement de la protection sociale des populations

---

<sup>2</sup>[https://www.ipar.sn/IMG/pdf/plan\\_re\\_silience\\_-\\_ministere\\_de\\_l\\_economie.pdf](https://www.ipar.sn/IMG/pdf/plan_re_silience_-_ministere_de_l_economie.pdf)

<sup>3</sup> Stratégie nationale de protection sociale du Sénégal 2015-2035, <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/sen176991.pdf>

<sup>4</sup> Fatou Sow Sarr pour l'Ebert Friedrich Stiftung, *Covid-19 et la situation économique des femmes au Sénégal*, juin 2020.

<sup>5</sup> Plaisir *Sénégal et travail décent*, avril 2018.

<sup>6</sup> Plaisir *Les femmes et les hommes dans l'économie informelle : une image statistique*, 2018

<sup>7</sup> Rapport national sur la situation de l'éducation, [https://education.sn/sites/default/files/2019-08/RNSE%20\\_2018%20%20-DPRE\\_DSP\\_BSS-%20vf%20juillet%202019.pdf](https://education.sn/sites/default/files/2019-08/RNSE%20_2018%20%20-DPRE_DSP_BSS-%20vf%20juillet%202019.pdf)

<sup>8</sup> Rapport national sur la situation de l'éducation, [https://education.sn/sites/default/files/2019-08/RNSE%20\\_2018%20%20-DPRE\\_DSP\\_BSS-%20vf%20juillet%202019.pdf](https://education.sn/sites/default/files/2019-08/RNSE%20_2018%20%20-DPRE_DSP_BSS-%20vf%20juillet%202019.pdf)

<sup>9</sup> Stratégie nationale de protection sociale du Sénégal 2015-2035, <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/sen176991.pdf>

vivant des ressources forestières, ii) encourager les pratiques d'économie verte pour la préservation des écosystèmes et leur résilience aux changements climatiques.

**Les objectifs spécifiques sont les suivants :**

**Créer et démontrer un modèle d'intervention innovant** : Soutenir les groupes de maraîchers existants de la forêt de Mbao afin de reconstruire mieux, d'empêcher les ménages en particulier les ménages dirigés, par des femmes de tomber dans la pauvreté financière et faire de leur système de production verte un modèle à adapter par d'autres groupes dans des écosystèmes similaires.

**Étendre et adapter le régime de protection sociale (SP)** existant aux besoins des travailleurs informels de la forêt de Mbao en collaboration avec les principales parties prenantes. Le projet contribue à l'objectif de l'ODD 1.3, l'objectif du pays d'étendre la couverture du SP aux travailleurs informels, tel qu'énoncé dans sa stratégie SP ainsi qu'aux ODD 2, 5, 7, 13 et 15. En outre, il répond à l'une des priorités de l'Examen de la mise en œuvre des politiques sociales et économiques de 2019, qui consiste à créer « des possibilités d'emploi modernes, productives, rentables et durables pour les jeunes et les femmes ».

**Stratégie** : le projet élaborera et démontrera des stratégies novatrices pour répondre à la crise du COVID-19, en reconstruisant mieux grâce au système d'économie verte existant de la forêt de Mbao, qui est une source importante de revenus et de nourriture pour les travailleurs informels de Pikine et qui joue un rôle clé dans la conservation des forêts. La conservation des forêts, à son tour, diminuera l'impact des changements climatiques et favorisera l'adaptation à ces changements en prévenant les inondations dans la région de Pikine. Le modèle proposé consistera à permettre au groupe d'avoir accès aux intrants, à de l'énergie verte et à des connaissances techniques. Ce modèle renforcera leur système de production, contribuera à prévenir les inondations et intégrera les groupes, en particulier les groupes de femmes, dans des chaînes de valeur plus rentables. De plus, le projet adoptera une approche novatrice pour élaborer un plan intégré visant à réduire l'impact des déchets solides sur les zones ciblées.

L'accès à la protection sociale pourrait réduire l'impact négatif de la pandémie et favoriser un prompt rétablissement en intégrant le soutien aux femmes, aux enfants et aux jeunes. L'accent sera mis sur la révision des programmes existants de protection sociale dans la région, en particulier l'assurance maladie et agricole abordable et sur l'inclusion des « jeunes clandestins » dans les travaux publics écologiques (par exemple les travaux de conservation des forêts) en vue de renforcer leurs capacités et les actifs agricoles. En renforçant la tige de production des groupes maraîchers et en augmentant leurs bénéficiaires, en créant de nouvelles possibilités d'emploi vert pour les jeunes et en améliorant l'accès des travailleurs informels à la protection sociale, y compris l'assurance maladie abordable, le projet aidera les communautés Pikine à se remettre de la crise économique COVID-19 et à renforcer leur résilience aux chocs futurs.

En outre, ce projet fera progresser l'égalité des sexes en travaillant avec des groupes maraîchers, essentiellement dirigés par des femmes et dont les activités sont essentielles à la fois à la résilience économique et à la conservation des forêts. Le projet permettra non seulement d'améliorer la situation socio-économique des femmes par le biais d'activités génératrices de revenu, mais aussi de faciliter leur autonomisation au sein de leurs communautés. Les femmes seront considérées comme des membres actifs du changement au sein de leur communauté tout en jouant un rôle essentiel en tant que gardiennes et de défenseuses des forêts.

Les résultats du projet seront obtenus en s'associant aux 8 groupes existants de maraîchers de la forêt de Mbao, qui travaillent déjà dans la zone et dont le droit d'exploitation a été reconnu par le Plan de gestion forestière de 2008. Ces groupes déjà formés sont principalement composés de femmes, qui se sont traditionnellement engagées dans des activités de maraîchage, et ont été actives dans la transformation des décharges en parcelles maraîchage, de reboisement des terres à côté de leurs parcelles et de sensibilisation des communautés voisines à la conservation des forêts. Leurs réalisations en matière de reboisement, ainsi que les revenus tirés de leur travail, ont accru la reconnaissance de ces femmes dans leurs communautés et leurs ménages.<sup>10</sup> Le PNUD travaille avec l'un de ces groupes de maraîchers depuis 2018. Un focus groupe a été mené avec ces femmes afin d'identifier les impacts et les besoins spécifiques résultant de la crise économique entraînée par la COVID-19 et des inondations de septembre. Ce groupe sera un point d'entrée pour ce projet, assurant l'entrée et la participation à la mise en œuvre du projet.

Le projet surveillera et recueillera des données clés sur les leçons apprises, ce qui contribuera à l'élaboration d'un plan de mise à l'échelle, avec un potentiel de partenariats et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du projet. Le projet s'appuiera également sur le soutien que le PNUD a lancé pour élaborer des plans de développement locaux.

### **Résultat 1. Les 8 groupes maraîchers de la forêt de Mbao ont renforcé leur production agro écologique et leur accès au marché.**

#### *Activités clés.*

1.1 Préparer une carte du site et de son hydrologie.

1.2 Réhabiliter les drainages dans les zones inondables et mettre en place des infrastructures et de l'équipement pour les fortes pluies à l'aide de travaux publics verts.

1.3 Développer et soutenir la mise en œuvre d'un plan intégré de gestion des déchets solides dans la forêt de Mbao en partenariat avec l'unité de coordination et de gestion des déchets solides. À cette fin, la cartographie des sites d'élimination des déchets sera effectuée afin d'identifier les producteurs de déchets pour des actions de sensibilisation. Le projet appuiera l'établissement de points de collecte normalisés des déchets.

1.4. Installer de l'équipement de traitement alimenté par l'énergie renouvelable à l'aide de travaux publics verts. L'équipement et les systèmes énergétiques déjà en place comprennent des pompes à drainage et des panneaux solaires. Les équipements d'énergie renouvelable installés par ce projet sont deux plates-formes hybrides multifonctions, les fours solaires. Un programme de formation sera offert aux bénéficiaires pour l'entretien de l'équipement.

1.5 Distribution de « kits de récupération » avec semences et produits agricoles. Les intrants fournis par ce projet comprendront des semences améliorées, des produits agricoles et de l'équipement de transformation alimenté par l'énergie verte.

1.6 Renforcer les capacités techniques de production et de transformation et l'accès au marché pour les groupes maraîchers, y compris les groupes de femmes.

---

<sup>10</sup>Taha Nkoum, 2018: <https://journals.openedition.org/vertigo/20276>

1.7 Signer des accords de vente entre des groupes maraîchers et des acheteurs réguliers (idéalement une partie d'un programme de protection sociale).

18 Créer un label « Produit à Mbao » et une plate-forme de vente sur Internet.

## **Résultat 2. Les travailleurs et travailleuses informel(les) de la forêt classée de Mbao ont accès à des régimes de protection sociale adaptés et à l'assurance maladie et agricole**

### *Activités clés.*

2.1 Mener une étude de base pour identifier les lacunes en matière de protection sociale ; élaborer un modèle avec des schémas SP adaptés et une feuille de route pour leur mise en œuvre. Valider et mettre en œuvre la feuille de route avec les partenaires locaux.

2.2 Négocier avec les fournisseurs d'assurance communautaire pour obtenir des options abordables.

2.3 Mettre en place un système d'information, de plaidoyer et d'échange de sensibilisation sur les régimes et les assurances SP.

2.4 Tenir des réunions biennuelles avec le Ministère du développement communautaire, la Délégation générale du PS et les partenaires locaux qui soutiennent le modèle.

2.5. Mettre en place un programme de travaux publics verts. Ce programme ciblera spécifiquement les « jeunes clandestins » qui travaillent dans la forêt et réservera des possibilités d'emploi aux femmes. Le programme permettra également de répondre aux besoins de la forêt de Mbao (c.-à-d. réhabilitation et aménagement de périmètres et de drainages dans les zones inondables contiguës, décontamination des sites d'enfouissement, plantation d'arbres, installation d'équipement de traitement à petite échelle alimenté par des énergies renouvelables, etc.). Le projet créera un modèle de travaux publics verts qui pourrait être étendu à différentes régions du pays. Les jeunes seront formés au commerce vert lié au maraîchage, à la protection des forêts et à la gestion des déchets.

## **Résultat 3. Intensifier les activités innovantes vers les autres régions et les écosystèmes similaires**

3.1 Adopter une approche participative en créant un comité avec les parties prenantes et les partenaires.

## **Résultat 4 : Mise en œuvre d'un plan de suivi, d'évaluation et de gestion des connaissances**

### *Activités clés*

4.1 Mettre en place un système participatif de suivi et d'évaluation.

4.2. Élaborer un rapport sur les leçons apprises pour l'élargissement du projet : les pratiques novatrices apprises seront documentées et augmentées dans les zones proches des forêts classées. En outre, une étude fera une étude d'évaluation économique de la réhabilitation des écosystèmes et de la contribution qu'elle a apportée non seulement à l'augmentation des revenus, mais aussi à la réduction de la pauvreté et à d'autres mesures de bien-être.

4.3. Élaborer un plan d'échelle et mobiliser des partenariats pour sa mise en œuvre.

### 3. Arrangement de Gestion

Le projet sera mis en œuvre par le PNUD Sénégal selon la modalité de mise en œuvre directe (DIM). Il sera géré par les chefs de l'Unité de l'Environnement et de l'Unité Croissance inclusive sous la supervision du Représentant résident adjoint (DRR). Le DRR sera chargé d'assurer le respect des procédures des opérations de gestion des programmes et des projets ainsi que de l'allocation des ressources, conformément aux conditions et aux instructions du Bureau de crise (CB) et à la lettre d'allocation, ainsi qu'aux règles financières et de gestion du PNUD telles que définies dans la Section sur la gestion des ressources financières et les procédures pour les programmes et les opérations.

**Coordination avec les ministères** : Le PNUD coordonnera également les points focaux du projet des ministères et organismes concernés et surveillera la mise en œuvre du projet ainsi que ses résultats avec le soutien de ses partenaires, en particulier la Direction des Eaux, forêts, chasse et conservation des sols, point focal technique du projet au sein du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

**Rapports** : Le PNUD produira des notes techniques et des rapports mensuels et/ou trimestriels, y compris des rapports sur la situation financière du projet et de la gestion budgétaire, des rapports de suivi sur la façon dont les activités sont menées avec des recommandations et des directives pour les activités futures ainsi que des spécifications techniques concernant le projet. Un rapport final sera également préparé, indiquant les résultats du projet selon la théorie du changement, y compris les leçons apprises et les recommandations pour des projets futurs, qui seront partagées avec tous les partenaires.

**Production et partage des connaissances** : Le PNUD utilisera ce rapport pour mettre en avant les leçons apprises qui serviront également d'outil de plaidoyer pour l'expansion et l'adaptation du modèle d'intervention à d'autres zones d'environnement protégé à travers le pays dans un proche avenir.

**Suivi et évaluation** : Un plan de suivi-évaluation et de gestion des connaissances sera mis en œuvre afin de saisir les leçons apprises et d'éclairer l'élaboration du plan d'échelle. La participation continue de tous les ministères, acteurs locaux de la société civile et du secteur privé facilitera la mobilisation des partenariats et des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'élargissement. Cela devrait être basé sur, i) l'intégration des leçons apprises et des innovations créées dans le cadre du modèle Pikine, ii) les stratégies et plans nationaux existants liés à la protection sociale, à la gestion des terres et des forêts, à l'adaptation au changement climatique et à la création d'emplois verts et iii) par le biais des plans de développement municipaux initiés avec le soutien du PNUD.

**SESP** : Le projet sera mis en œuvre conformément aux normes sociales et environnementales du PNUD; à cette fin, une enquête social et environnemental sera menée, et un plan de gestion ou d'atténuation sera par la suite élaboré et mis en œuvre.

### 4. Partenariats

**Partenaires clés** : Le PNUD Sénégal travaille depuis des années en partenariat avec le Ministère de l'environnement et du développement durable, à travers la Direction des Eaux et Forêt Chasse Conservation des Sols, sur un programme ambitieux de gestion des écosystèmes forestiers. Le projet proposé sera une extension des travaux appuyés par le PNUD depuis 2019 au profit des groupes de femmes travaillant dans la forêt, à la suite des directives du Plan de gestion forestière de 2008 pour la

conservation de la forêt et pour la promotion de l’approvisionnement durable en agriculture, en foresterie et en bétail pour les communautés voisines. Ce projet s’appuie sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du Plan depuis 2008 et sur les évaluations que le PNUD a effectuées dans la forêt afin de répondre aux besoins de la population locale et aux aspects de conservation

**Cofinancement gouvernemental** : En ce qui concerne la contribution du gouvernement au projet, le PNUD conduira le projet aux côtés de son principal partenaire, le Ministère de l’environnement et du développement durable, par l’intermédiaire de la Direction des eaux et forêts, de la chasse et la conservation des sols. Des partenariats seront établis avec la Direction des Financements verts dans le cadre de la mise en œuvre des activités cofinancées par les fonds du Partenariat pour l’Action en faveur de l’Economie Verte (PAGE), et autres agences sœurs du système des nations unies qui offriront un soutien technique aux activités dans la forêt et au suivi du projet.

**Comité de pilotage du projet** : Un comité de pilotage sera mis en place avec la participation de tous les partenaires. Le comité comprendra les groupes maraîchers afin d’assurer un processus participatif qui œuvre en fonction de leurs besoins et qui prend en compte leurs points de vue sur les impacts du projet. Des ministères participeront également à ce comité tels que le Ministère de la protection de la femme, de la famille, du genre et de l’enfance, le Ministère du développement communautaire, la Délégation générale de la protection sociale et de la solidarité nationale, l’équité sociale et territoriale, et le ministère de la Santé et de l’Action sociale. Ce comité de pilotage aura des réunions régulières afin de faire le suivi régulier et l’évaluation de la mise en œuvre du projet, et de l’adapter aux éventuels impacts des changements qui pourraient survenir au cours des 18 mois du projet afin d’assurer l’atteindre les résultats escomptés.

**Partenaires des Nations Unies** : D’autres agences des Nations Unies agiront en tant que partenaires conformément aux accords de partenariats du PNUD, tandis que le PNUD gèrera les aspects financiers du projet, recevra les contributions et assurera l’affectation du budget du projet en consultation avec le comité directeur. Les agences participant au projet comprennent ONU Femmes, la FAO, l’UNICEF, le PAM, l’ONUDI et l’OIT. L’ONUDI sera engagée dans le processus d’étiquetage des produits ; les productrices seront renforcées par l’OIT dans la gestion des entreprises vertes. Les organismes partenaires feront partie d’un groupe de travail qui contribuera au plan de travail du projet et qui utilisera des opérations communes pour mener des activités complémentaires et, éventuellement, le partage des coûts.

**Partenariats privés** : Les partenaires privés potentiels pour mener à bien les activités du projet sont la Banque agricole et les distributeurs alimentaires pour la commercialisation des produits labellisés.

## **5. Complémentarité avec d’autres fonds disponibles pour la réponse au COVID-19**

Le bureau de pays met en œuvre une proposition de projet dont l’objectif principal est de mettre en place une plate-forme pour renforcer les secteurs productifs touchés par le COVID-19. Cette proposition consolide une dynamique de soutien aux secteurs les plus touchés par la pandémie, principalement les



femmes et les jeunes impliqués dans la protection de l'environnement. Les leçons tirées de ce projet seront également capitalisées dans le projet de gestion des écosystèmes forestiers, qui devrait recevoir plus de 20 millions de dollars du Fonds vert pour le climat.

En outre, le projet s'inscrit également dans le cadre du Plan d'action prioritaire du PSE (PAP2A) mis à jour et accéléré et du Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique au COVID-19.

Source de financement	Montant	Objet (période couverte par le financement)
Budget propre (TRAC I)	100 000 USD	Le PNUD Sénégal utilise son propre budget depuis 2019 pour financer les activités de conservation et de production agroécologique d'un groupe maraîcher de la forêt de Mbao. Les fonds demandés aideront à relancer les activités de production et de conservation des jardins du marché après le COVID-19 et les inondations de septembre, ainsi qu'à mobiliser des ressources supplémentaires auprès de partenaires locaux pour couvrir les travailleurs et travailleuses informels de la forêt de Mbao avec des régimes de protection sociale et d'assurance adéquats. (juin - décembre 2020)
Direction des eaux, de la forêt, de la chasse et de la conservation des sols	50 000 USD	Activités de reboisement (Novembre 2020 - Mai 2022)
RRf	267 500 USD	Soutien à une plate-forme pour renforcer les secteurs productifs touchés par COVID-19 (mai 2020 – novembre 2020)

## ATTÉNUATION DES RISQUES

Risque	Atténuation
Faible engagement des bénéficiaires	Adopter une approche participative et inclusive tout au long des phases du projet; y compris les hommes et les femmes, ainsi que les dirigeants locaux, lors de la sensibilisation aux activités du projet.
Manque d'engagement des différents partis de gouvernement	Faire participer les différents partis de gouvernement dès le début, en les incluant dans la conception, la planification et la mise en œuvre des activités

Restrictions liées au COVID-19 dans les activités du projet	Élaboration et respect de mesures spécifiques à distance sociale, y compris le fait d’avoir un nombre limité de personnes dans les réunions de projet, la tenue de réunions communautaires avec les dirigeants communautaires seulement, l’utilisation des téléphones cellulaires et de la radio locale pour l’échange d’information.
Crues soudaines et risques naturels qui pourraient avoir un impact sur les activités de gestion des ressources naturelles	Prioriser l’activité 1.2, développer des drainages dans les zones inondables au début du projet
Le processus de sélection des travaux publics et le ciblage spécifique aux femmes pourraient déclencher ou approfondir les conflits communautaires et/ou le VGB	Effectuer une évaluation « do no harm » avant de commencer des activités qui impliquent la sélection des bénéficiaires, communiquer clairement les critères aux membres de la communauté, mener un processus de sélection transparent avec des quotas pour différents groupes vulnérables
De longues heures de travail et des travaux effectués dans des sites éloignés à l’intérieur de la forêt de Mbao pourraient mettre les femmes à risque de VGB.	Respecter les habitudes des femmes de travailler en groupe et dans les sites proches de l’entrée de la forêt tout en respectant les mesures de distance sociale. Décider des heures de travail et des conditions générales de travail après avoir effectué une évaluation participative des risques.
Incertitude liée aux droits des groupes maraîchers à leurs parcelles et à leurs garanties. Le Plan d’aménagement forestier pourrait être modifié, ce qui limiterait ou modifierait l’accès aux parcelles	Établir des protocoles sur l’utilisation des terres avec le ministère de l’Environnement. Négocier les droits fonciers/droits d’utilisation durables et garantis aux groupes et/ou aux individus

## BUDGET / PLAN DE TRAVAIL

	Indicator			2021	Budget 2021	2022	Budget 2022	Budget USD	Fonds
<b>Résultat 1: Les 8 groupes maraîchers de la forêt de Mbao ont renforcé leur capacité de production agroécologique, de transformation et leur accès au marché en utilisant une approche innovante.</b>									
<b>indicateurs d'effet</b>	<b>revenu total des ventes via la plate-forme de vente sur Internet (en XOF)</b>								
	<b>Nombre de maraîchers utilisant les étiquettes labélisées</b>	<b>Tâches</b>	<b>Code Atlas</b>						
Activité 1.1. Cartographie et hydrologie du site	Carte hydrographique développée	Recruter un cabinet chargé de la cartographie et de l'étude d'impact des ouvrages de protection des zones inondable	77130	X	40000		20000	60000	RRF
Activité 1.2. Remise en état des systèmes de drainage dans les zones inondables à travers la mise en place d'infrastructures et d'équipements.	Le rapport d'étude disponible et validé	Recruter un cabinet pour réaliser l'étude d'impact environnementale et sociale	77130	X	20000		0	20000	RRF
	Nombre d'ouvrage de drainage permettant la prévention des inondations ; Nombre d'équipements acquis	Recruter une entreprise pour réaliser les ouvrages de drainages	77130			X	130 000	130000	RRF
Activité 1.3. Développer et soutenir la mise en œuvre d'un plan intégré de gestion des déchets solides dans la forêt de Mbao	Nombre de plan de gestion des déchets solides est élaboré et mis en œuvre	Recruter un consultant pour l'élaboration du plan de gestion des déchets solides autour de la FCM	77130	X	10 000		40000	50 000	RRF
Activité 1. 4. Installation d'équipement de traitement alimenté par l'énergie renouvelable à l'aide de la main-d'œuvre de Travaux publics Verts	Nombre de deux plates-formes hybrides multifonctions et les fours solaires installés	Préparer les spécifications techniques pour l'acquisition des équipements, lancer le marché		X	139 000			139000	RRF

Activité 1. 5 Distribution de « kits » avec semences et produits d'agroforesterie	Nombre de groupement adoptés d'intrants et de semences certifiées	Préparer le RFQ pour l'achat de semences et produits agricole au profit de 8 groupements		X	20 000		20000	40000	RRF
Activité 1. 6 Renforcement de la production, de la transformation et de l'accès des groupes maraîchers	Nombre de sessions de formation en GERME- Formations et démonstrations sur les techniques de production de fertilisants organiques de qualité, les techniques de lutte biologique et sur l'usage sécurisé des produits biologique à faible rémanence ; Formations, encadrement des maraîchers en conditionnement et conservation post-récolte ; Formations, encadrement des femmes transformatrices en technique de transformation des légumes. 8 plans d'affaires sont élaborés	Recruter un consultant pour définir le programme de formation	77130		10000			10000	RRF
		Acquérir du matériel nécessaire aux travaux pratiques			10000		10000	20000	RRF
		Organiser les sessions de formation	75700	X	75000			75000	PAGE
Activité 1. 7 Signature d'un accord de vente entre les groupes maraîchers et les acheteurs réguliers	Accord de vente signé avec une grande surface	Recruter un consultant pour définir les modalités de partenariat avec les grandes surfaces	77130	X	2000			2000	RRF
Activité 1.8 Créer un label « Mbao Products » et une plate-forme de vente sur Internet	Labelle FCM adopté (FRA) et 1 plateforme de vente des produits créée et fonctionnelle			X			30000	30000	RRF
<b>résultat 2 : Les travailleur/euse.s informel.le.s de la forêt de Mbao ont accès à des régimes de protection sociale adaptés et à l'assurance maladie et agricole</b>	<b>Indicateur</b>								
Activité 2.1. Réaliser la situation de référence ventilée selon le sexe et l'âge, afin d'identifier les lacunes en matière de protection sociale ; élaborer un modèle avec des schémas SP adaptés et une feuille de route; Valider et mettre en œuvre la feuille de route avec les partenaires locaux	Rapport d'évaluation de base élaboré, avec des priorités claires en matière de protection sociale ; 1 modèle protection social développé	Recruter un consultant pour établir la situation de référence	71305	X	5000			5000	RRF
Activité 2.2. Négocier avec les fournisseurs d'assurance communautaire pour des options abordables.	Nombre d'accord de partenariat signé avec un fournisseur d'assurance maladie communautaire	Organiser un atelier d'échanges avec les acteurs pertinents	72135	x	5000			5000	RRF
		Lancer un appel à candidatures	72135	X	1000			1000	RRF
		Élaborer et signer un accord d'assurances maladie	72165	x	0			0	RRF
Activité 2.3. Mettre en place un système d'échange d'informations sur les régimes de protection sociale et les assurances agricoles	Accord de partenariat signé avec un fournisseur d'assurance agricole	Organiser un atelier d'échanges avec les acteurs pertinents en matière agricole	72135	X	5000			5000	RRF

		Lancer un appel à candidatures	72135	x	1000			1000	RRF
		Elaborer et organiser une cérémonie de signature de protocoles d'assurances agricole	72165	X	4000			4000	RRF
Activité 2.4. Tenir des réunions biannuelles avec le Ministère du développement communautaire, la Délégation générale à la protection sociale et les partenaires locaux soutenant le modèle	Nombre de réunions tenues avec la Délégation générale de la protection sociale et de la solidarité nationale et d'autres partenaires sociaux	Mettre en place une task force protection sociale	72165	X	0	X	0	0	RRF
		Élaborer et valider les TDR de la task force PS	72165	X	0			0	RRF
		Tenir les réunions de plateforme de la task force PS	72135	X	2500	X	2500	5000	RRF
Activité 2.5. Mettre en place un programme de travaux publics verts ciblant particulièrement les « jeunes clandestins » et répondant aux besoins de la forêt de Mbaou (reboisement, drainage et stockage de la construction, installation d'équipements de transformation à petite échelle alimentés par des énergies renouvelables, etc.)	Nombre de jeunes (hommes et femmes) impliqués dans les activités vertes	Tenir une réunion d'information avec les acteurs	72135	X	500	X		500	RRF
		Elaboration du dossier de candidatures	72135	x	0			0	RRF
		Élaborer et lancer l'appel à candidature	72135	x	0			0	RRF
		Sélectionner les lauréats et signer des conventions	72135	x	0			0	RRF
		Organiser une séance de mise à niveau technique	72145	x	2000			2000	RRF
		Mettre en place les appuis techniques et financiers	72605	x	27500			27500	RRF
<b>Résultat 3: Mise à l'échelle de ces activités novatrices vers d'autres régions et des écosystèmes similaires</b>	<b>Indicateur</b>								
Activité 3.1. Adopter une approche participative et inclusive en créant un comité avec différentes parties prenantes et partenaires	Le comité de pilotage	Recruter un expert en appui au projet en Co sharing avec d'autres projet	77130	X	5000			5000	RRF
<b>Résultat 4 : Mise en œuvre d'un plan de suivi, d'évaluation et de gestion des connaissances</b>	<b>Indicateur</b>								
Activité 4. 1 Mettre en place un système participatif de suivi et d'évaluation	Le système de suivi évaluation	Recruter un spécialiste en protection sociale	77130	X	3000			3000	RRF
	Équipements informatiques en appui à la coordination des groupements	RFQ pour l'acquisition des équipements		72200	X	20000			20000
Activité 4. 2. Élaborer un rapport sur les leçons apprises pour l'élargissement du projet	Le rapport de capitalisation	Recruter un spécialiste en suivi - évaluation	77130	X	5000	X		5000	RRF
Activité 4. 3. Élaboration d'un plan d'envergure et mobilisation de partenariats pour sa mise en œuvre.	Plan de mise à l'échelle	Recruter un consultant pour préparer la phase de mise à l'échelle	77130			X	30000	30000	RRF

Activité 4. 5. réaliser une enquête pour mesurer l'impact des activités sur le revenu des famille et l'amélioration de la protection sociale.	Rapport d'enquête disponible	Recruter un cabinet	77130	X	20000			20000	TRAC
Activité 4. 6. Elaborer la stratégie Genre du secteur de l'environnement et de la foresterie	Rapport de stratégie	Recruter un cabinet			20000			20000	TRAC
<b>Total PTA</b>								<b>735000</b>	

*\*Conformément aux extrants avec le marqueur gen2 ou GEN3, il est recommandé d'affecter au moins 15 % du financement à des activités en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.*

## CADRE DE RÉSULTATS

SORTIES ATTENDUES	INDICATEURS DE SORTIE <sup>1</sup>	Base		JALONS ET CIBLES						
		Valeur	Année	2021		2022				
				T3 (en)	Q4 (en)	Q1	T2 (en)	T3 (en)	Q4 (en)	
Sortie 1  8 Les groupes maraîchers de la forêt de Mbao renforcent leurs systèmes agro écologiques de production, de transformation et de commercialisation	1.1.1 # de cartes hydrographiques développées	0	2021				1			
	1.2.1. # de drainages permettant la prévention des inondations construit	0	2021					1		
	1.3.1. # de l'équipement de traitement installé	0	2021				5			
	1.3.2. # d'équipement de traitement alimenté par l'énergie renouvelable installée	0	2021				4			
	1.3.2. # d'équipement de traitement installé à l'aide de la main-d'œuvre du programme Travaux publics verts	0	2021					2		
	1.4.1 # de « kits de récupération » distribués aux groupes	0	2021				8			
	1.4.2 # de groupes semant les graines reçues dans leurs parcelles	0	2021				8			
	1.5.1 # des plans d'affaires des groupes maraîchers élaborés ou mis à jour avec un plan concret sur la façon de doubler leurs bénéfices jusqu'en 2022	0	2021				8			
	1.6.1 # des accords de vente signés entre les groupes maraîchers et les acheteurs	0	2021						1	
	1.7.1 # étiquettes créées	0	2021				1			
	1.7.2 # des jardins du marché vendant leurs produits avec l'étiquette créée	0	2021						150	
	1,7,3 revenu total des ventes via la plate-forme de vente sur Internet (en XOF)  (Définition du revenu : montant total des recettes provenant des ventes, sans déduire les coûts d'intrants, de production et de vente ou les taxes)	0	2021							1000 000

Sortie 2  Les travailleur/euse.s informel.le.s de la forêt de Mbao (hommes et femmes) ont accès à des régimes de protection sociale et à une assurance santé et agricole sur mesure	2.1.1 # du rapport d'évaluation de base élaboré, avec des priorités claires en matière de protection sociale	0	2021		1				
	2.1.2 # de modèle SP développé	0	2021		1				
	2.2.1 # d'entente de partenariat signée avec un fournisseur d'assurance maladie communautaire	0	2021			1			
	2.2.2 # d'accord de partenariat signé avec un fournisseur d'assurance agricole	0	2021			1			
	2.4.1 # des réunions tenues avec la Délégation générale de la protection sociale et de la solidarité nationale et d'autres partenaires sociaux	0	2021		1		1		1
	2.5.1 # des hommes de Pikine employés par travaux publics verts (désagrégation par groupe d'âge)	0	2021					25	
	2.5.2 # des femmes de Pikine employées par travaux publics verts (désagrégation par groupe d'âge)	0	2021					30	
Sortie 3  Intensifier les activités dans la région de Pikine et dans des écosystèmes similaires	3.1.1 # de partenaires et d'intervenants représentés par des membres actifs du comité  (Définition des membres actifs : Qui participent à toutes les réunions OU qui répondent aux communications envoyées)	0	2021						10